



10 mois de crise sanitaire, mais que fait le gouvernement ?

Depuis février dernier, derrière l'incohérence apparente de certaines décisions gouvernementales, il y a des choix politiques du gouvernement.

Celui-ci ne veut engager aucune dépense conséquente pour la santé, les moyens de protection sanitaire (masques gratuits, tests en nombre suffisant, accompagnement des personnes contaminées), l'éducation ou les millions de pauvres que compte le pays.

Et il ne veut prendre aucune mesure qui pourrait gêner les grandes entreprises qui touchent des milliards d'argent public mais continuent à verser des dividendes à leurs actionnaires et à licencier des salariés !

Du coup, le gouvernement ne « reconfine » pas : depuis 2 semaines, des dizaines de millions de personnes continuent à se déplacer pour travailler, étudier, ou aller au supermarché. Le seul changement : elles ne sont pas autorisées à avoir une autre forme de vie sociale.

Après avoir été désavoué par le Conseil d'état, le gouvernement vient même de sortir un nouveau décret pour essayer de renvoyer les personnes vulnérables au travail. Il avait déjà passé la quatorzaine à 7 jours et supprimé tout réel protocole sanitaire dans les établissements scolaires. Depuis septembre, dans les écoles, on ne ferme plus une classe si un seul élève est contaminé et les autres élèves ne sont pas considérés comme « cas contact. Il n'y a donc plus aucun problème visible... Ce n'est que la mobilisation des enseignants et des élèves qui contraignent aujourd'hui le ministre à commencer à revoir sa copie.

Ces choix politiques ont une conséquence : l'explosion de la pandémie, des services de réanimation engorgés, des services d'urgence fermés et de nombreux patients souffrant de pathologies graves qui se voient refuser l'accès à l'hôpital.

Il y a entre 300 et 500 morts à l'hôpital chaque jour, des dizaines de milliers de contamination, des services de réanimation presque saturés en Ile de France, des niveaux qui s'approchent désormais du printemps dernier.

Le gouvernement tente de masquer sa responsabilité en incriminant l'incivisme de la population alors que rien n'est fait pour désengorger les transports en commun, les sites de travail et les lieux d'étude. Lycéens réprimés, enseignants sanctionnés, manifestations interdites, le gouvernement prend aussi prétexte de la situation sanitaire pour tenter d'interdire toute forme de contestation de sa politique.

Sans changement, cette situation risque de durer plusieurs mois !

Nous n'en sortirons pas sans moyens massifs pour une vraie protection sanitaire : masques gratuits distribués partout, droit de ne pas travailler pour les personnes vulnérables, réduction massive et immédiate du temps de travail pour des millions de salariés et d'élèves pour éviter des transports bondés, moyens exceptionnels pour garantir la distanciation physique dans l'éducation (réquisition de bureaux vides, installations de préfabriqués, embauche d'enseignants et d'animateurs, petits groupes).

Il faut des moyens massifs pour la santé : recruter massivement des personnels et rouvrir des lits dans les hôpitaux publics et les EPHAD, des médecins scolaires, des médecins du travail, des personnels sociaux et médico-sociaux.

À la Ville de Paris, le maintien au travail semble aussi être le seul à primer, sans réflexion réelle sur les priorités et la réorganisation des services pour protéger les agent-e-s, les usagers et mettre un coup d'arrêt à la progression de la pandémie.

Il faut un plan d'urgence :

- **Des moyens de protection sanitaire partout et en nombre suffisant,**
- **Des moyens humains supplémentaires dans les services qui le nécessitent (nettoyage des locaux, travail social, santé),**
- **Le maintien des services et missions qui ont un caractère urgent et de première nécessité (avec des agent-e-s en télétravail et/ou en ASA), mais aussi la réorganisation, la réduction voire l'arrêt de missions qui n'ont pas cette urgence,**
- **Une réduction du temps de travail et des jours non travaillés en autorisation d'absence, selon les services, pour garantir notre santé.**

Il s'agit à la fois de diminuer l'exposition à la contamination des agent-e-s, freiner la circulation du virus et protéger les agent-e-s des risques psycho-sociaux.

- **Sur les sites de travail ouverts, le pouvoir donné aux agent-e-s de réorganiser le travail en fonction des nécessités sanitaires (rythmes, missions prioritaires ou non, moyens de protection...).**

Pour nous contacter et vous informer :

cgt@us-cgt-spp.org

SYNDICAT-supap-fsu@paris.fr

<https://www.facebook.com/parisnebatpasenretraite/>

<https://www.instagram.com/parisnebatpasenretraite/>

